Recours introduit le 24 août 2018 — Hongrie/Commission**(Affaire T-505/18)**

(2018/C 399/53)

*Langue de procédure: le hongrois***Parties***Partie requérante:* Hongrie (représentants: M. Z. Fehér, M. M. Tátrai et A. Pokoraczki, agents)*Partie défenderesse:* Commission européenne**Conclusions**

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision d'exécution (UE) 2018/873 de la Commission, du 13 juin 2018, écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) pour la partie concernant la Hongrie, qui écarte du financement de l'Union les aides octroyées aux groupements de producteurs disposant d'une reconnaissance qualifiée; et
- condamner la Commission aux dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la partie requérante invoque deux moyens.

1. Premier moyen tiré de ce que l'exclusion litigieuse prévue par la décision attaquée est illégale car l'aide aux groupements de producteurs concernés a été octroyée conformément au droit de l'Union

La requérante se prévaut de la nature de la reconnaissance des groupements de producteurs. Selon elle, la Commission, en ce qui concerne la décision relative au remboursement de l'aide financière nationale octroyée à des groupes de producteurs, n'a pas pris en compte le fait que les groupements de producteurs ayant obtenu une reconnaissance qualifiée répondent aux exigences du règlement n° 1698/2005.

2. Second moyen tiré de ce que l'exclusion litigieuse prévue par la décision attaquée est illégale car il aurait convenu, en raison des principes de coopération loyale, de proportionnalité, de sécurité juridique et de protection de la confiance légitime, d'atténuer l'exclusion ou d'y renoncer

D'après la requérante, l'exclusion litigieuse est illégale, car il aurait convenu, en raison des principes de coopération loyale, de proportionnalité, de sécurité juridique et de protection de la confiance légitime, d'atténuer l'exclusion ou d'y renoncer, étant donné que les règles du droit de l'Union ne sont pas forcément claires au regard de l'appréciation de la réglementation et de la pratique nationale litigieuses et qu'elles permettent l'interprétation défendue par la Hongrie, car celles-ci étaient auparavant déjà connues de la Commission, qui n'avait pas émis d'objection à leur égard.

Recours introduit le 24 août 2018 — République tchèque/Commission**(Affaire T-509/18)**

(2018/C 399/54)

*Langue de procédure: le tchèque***Parties***Partie requérante:* République tchèque (représentants: M. Smolek, J. Pavliš, O. Serdula et J. Vlácil, agents)*Partie défenderesse:* Commission européenne

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision d'exécution (UE) 2018/873 de la Commission du 13 juin 2018 écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) dans la mesure où elle exclut des dépenses d'un montant total de 151 116,65 euros exposées par la République tchèque, et
- condamner l'Union européenne aux dépens

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la partie requérante invoque trois moyens.

1. Premier moyen tiré de la violation de l'article 52, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune (ci-après «le règlement 1306/2013»).

 - En effet, la Commission considère à tort que le délai entre les visites des autorités de contrôle auprès de la même entreprise agricole ne peut pas dépasser le délai fixé à l'article 25 du règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité (ci-après «le règlement 809/2014»).

2. Deuxième moyen tiré de la violation du principe de confiance légitime.

 - Quand bien même, dans la présente affaire, il y aurait eu violation du règlement 809/2014 (quod non), la République tchèque a pu légitimement considérer que son système de contrôle est conforme au droit de l'Union sur la base des conclusions de la Commission tirées d'un audit précédent, puisque la Commission a reconnu que les contrôles sur place en République tchèque avaient été réalisés conformément au droit de l'Union.

3. Troisième moyen tiré de la violation de l'article 52, paragraphes 1 et 2, du règlement 1306/2013.

 - Quand bien même, dans la présente affaire, la République tchèque aurait violé le règlement 809/2014 (quod non), la Commission a inclus dans la correction financière également des moyens versés à des entreprises agricoles pour lesquelles les contrôles sur place n'ont pas établi de violation du règlement 809/2014. La Commission a donc imposé une correction financière pour des dépenses que l'on ne peut qualifier d'injustifiées et qui ne présentaient aucun risque pour les fonds de l'Union.

Recours introduit le 30 août 2018 — Luxembourg/Commission

(Affaire T-516/18)

(2018/C 399/55)

Langue de procédure: le français

Parties

Partie requérante: Grand-Duché de Luxembourg (représentants: D. Holderer, agent et D. Waelbroeck, avocat)

Partie défenderesse: Commission européenne

Conclusions

Le requérant conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- déclarer le présent recours recevable et fondé;
- à titre principal, annuler la décision de la Commission du 20 juin 2018 concernant la prétendue aide d'État SA.44888 qui aurait été mise à exécution par le Grand-Duché de Luxembourg en faveur d'Engie;
- à titre subsidiaire, annuler la décision de la Commission du 20 juin 2018 concernant la prétendue aide d'État SA.44888 qui aurait été mise à exécution par le Grand-Duché de Luxembourg en faveur d'Engie en ce qu'elle ordonne la récupération de l'aide;